

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule Risques Accidentels
19, place de l'ancien foirail
32000 Auch

Auch, le 31/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VIVADOUR

Avenue de la Menoue
32400 Riscle

Références : 2024-0288-DP
Code AIOT : 0006803312

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/05/2024 dans l'établissement VIVADOUR implanté Les Quatre Blancs 32400 Riscle. L'inspection a été annoncée le 07/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIVADOUR
- Les Quatre Blancs 32400 Riscle
- Code AIOT : 0006803312

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation située au lieu dit « les 4 blancs » à Riscle. Son activité est principalement organisée autour de la réception, le séchage, le stockage et l'expédition de maïs de consommation.

Le site a bénéficié d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mars 1985 pour des installations de stockage et de séchage de céréales. La capacité maximale de stockage est de 16 000 m³.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Conformité électrique	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	2 mois
7	Conditions d'ensilage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
2	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
4	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Sans objet
6	Dépoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est propre et bien gérée dans l'ensemble, des non-conformités électriques restent à lever et la silothermométrie doit être corrigée pour la cellule C2.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation. Celles-ci n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter la liste détaillée des contrôles à réaliser en marche normale. Ceux-ci sont réalisés tous les 6 mois. Pour le séchoir, les contrôles sont réalisés une fois par semaine en période de fonctionnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Consignes de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Permis feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, les permis de travail et les permis feu ont été contrôlés par sondage. Les permis de travail et les permis feu sont correctement complétés, les rondes sont bien réalisées.</p> <p>Les permis de travail sont visés en fin de travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Conformité électrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conformité électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel.</p>

<p>Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le rapport de vérification électrique au titre du code du travail n°2550658-017-1 du 10/05/2023 réalisé par l'APAVE, 9 observations ont été signalées. <p>La société SPIE a corrigé les observations 4 à 9. Les 3 autres nécessitent une intervention dans le local haute tension et une coupure au niveau du transformateur qui est à programmer.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le certificat Q18 n°2550658-017-1 du 10/05/2023 qui conclut que l'installation présente des risques d'incendie ou d'explosion. L'exploitant déclare que la non-conformité a été traitée. - Le rapport ICPE n°9658554-007-1 du 05/05/2023 concernant le raccordement à la terre et l'interconnexion qui ne comporte aucune non-conformité. <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport concernant les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier de la levée des observations contenues dans le rapport de vérification électrique au titre du code du travail.</p> <p>L'exploitant devra transmettre le nouveau certificat Q18, le nouveau rapport de vérification électrique au titre du code du travail et le rapport concernant les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p>

<p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>« Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>« Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>« La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. »</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter le dernier rapport de vérification complète du dispositif de protection contre la foudre. La vérification a été réalisée le 23/08/2023 par la société LAUMAILLÉ-LUSSAULT. Aucune non-conformité n'a été relevée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <p>le plan des installations avec indication :</p> <p>- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;</p>

<ul style="list-style-type: none"> - les mesures de protection définies à l'article 10 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. <p>les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; et le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure d'inertage ; - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.
<p>Constats :</p> <p>L'installation dispose d'un poteau incendie et d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site. L'exploitant a été en mesure de présenter : le rapport de vérification des extincteurs daté du 11/09/2023 et réalisé par la société SECURIS et le rapport de vérification du poteau incendie daté du 21/11/2022 qui présente des valeurs correctes (capacité : 180 m³).</p> <p>Les procédures d'intervention ont été présentées en cas d'auto-échauffement et en cas d'incendie du séchoir.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dépoussiérage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dépoussiérage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter les procédures d'exploitation qui définissent que l'installation ne doit pas présenter un niveau d'empoussièrement supérieur à 50 g/m². L'exploitant a été en mesure de présenter le registre sur lequel sont notées toutes les opérations de nettoyage. Les derniers nettoyages ont été réalisés les 22, 24 et 27/05/2024.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conditions d'ensilage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'ensilage
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. (Arrêté du 23 février 2007, Article 7) La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter le registre de suivi des températures. Les températures sont suivies tous les jours et une fois par semaine les températures des différentes sondes sont imprimées et conservées dans un classeur. L'exploitant a défini dans ses consignes d'exploitation une température optimale de conservation du grain de 12°C. Lors de l'inspection, il a été constaté que 2 capteurs de températures sont hors service dans la cellule C2 depuis plus d'un an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit remplacer les sondes de température hors service et en attester auprès de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois